



Syndicat National CGT des Chancelleries et Services Judiciaires

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTSJ DU 13 FÉVRIER 2020

Le gouvernement reste aveugle aux mobilisations qui ne faiblissent pas, malgré les violences policières qui effraient nombre de manifestants potentiels, contre le projet de casse des retraites et reste sourd aux nombreuses propositions, particulièrement de la CGT, d'amélioration du système actuel.

Nous ne pouvons que constater que le gouvernement n'a de cesse de mentir à l'ensemble de la population. Il n'est qu'à voir, entre autres, les tergiversations et enfumages autour de la valeur du point, basée sur un indice qui n'existe même pas...

Nous ne pouvons que soutenir le mouvement engagé par les barreaux et nos camarades du SAF.

Nous ne soutenons pas, en revanche, les magistrats, bien souvent chefs de juridiction, qui se plaignent, à longueur d'articles de presse, des difficultés engendrées par ce mouvement de grève. Ils ne feront croire à personne que c'est l'intérêt des usagers qu'ils défendent, ça se saurait !

Quand, depuis tellement d'années, il y a tant de dysfonctionnements, de retards et de souffrance au travail sans qu'il y ait besoin d'une quelconque grève, ce n'est pas le mouvement des avocats qu'il faut dénoncer, mais la malhonnêteté de certains chefs de juridiction, du ministère, de la garde des sceaux, du premier ministre et de Macron lui-même.

Par ailleurs, nous exigeons la consultation de l'ensemble des juridictions prud'homales concernant les effectifs nécessaires pour « garantir le bon fonctionnement » de la juridiction prud'homale. Au regard des pistes envisagées par le ministère, cette consultation est essentielle dans la mesure où elle va permettre d'éviter des situations totalement kafkaïennes !

La question du délai invoquée par le ministère ne tient pas : non seulement il y a largement le temps, le renouvellement ne devant intervenir que fin 2021, mais l'administration centrale devrait quand même se rendre compte, qu'à se fixer des délais intenable, elle ajoute des difficultés à ses réformes mal ficelées.